



caritas europa

Rapport 2017 d'activités et résultats

Introduction.....	2
Plaidoyer.....	4
Action Humanitaire.....	10
Renforcement du réseau.....	13
Femmes aux postes de directions..	17

Introduction



Recherchez le droit, redressez le violent ! Faites droit à l'orphelin, plaidez pour la veuve ! (Isaïe, 1:17)

Car j'avais faim, et vous m'avez donné à manger ; j'avais soif, et vous m'avez donné à boire ; j'étais un étranger, et vous m'avez accueilli ; j'étais nu, et vous m'avez habillé ; j'étais malade, et vous m'avez visité ; j'étais en prison, et vous êtes venus jusqu'à moi ! (Mathieu 25, 35-36)

Où sont aujourd'hui la veuve et l'orphelin, l'oppressé, celui qui a faim et soif, l'étranger, celui qui est nu, malade et en prison ? Cette question récurrente est précisément celle qui nous met au défi. Aussi, nous devons y répondre sous au moins deux perspectives, à savoir celle des personnes qui subissent directement l'injustice et la perspective de ceux (les personnes et les communautés) qui sont appelés à agir.

En 2017, parmi les réfugiés et les migrants tentant de rejoindre l'Europe ou de s'intégrer, Caritas a retrouvé nos frères et sœurs qui souffrent. De même, elle les a vus parmi les citoyens appauvris dans leur pays : Caritas Europa a pu montrer au travers d'une étude la réalité des jeunes qui rencontrent des difficultés pour avoir accès à l'éducation, à l'emploi et au logement. Des personnes concrètes, des familles et des pays entiers se heurtent aux difficultés liées à la pauvreté et à l'inégalité. Le peuple grec, encore plongé dans la crise économique, perçoit également la souffrance de dizaines de milliers de réfugiés. En Ukraine, des centaines de milliers sont des déplacés internes en raison de la guerre larvée qui perdure. Nous pourrions remplir des livres entiers avec les noms et les réalités de personnes que Caritas accueille et accompagne au quotidien dans toute l'Europe et au-delà de ses frontières. La solidarité des organisations Caritas en Europe dépasse largement les frontières de l'Europe et atteint notamment la Syrie et ses pays frontaliers, le Sud-Soudan, la Terre sainte, les Rohingyas au Myanmar et l'Afrique. Caritas est présente, apporte une aide directe et se fait l'écho de la voix des pauvres auprès des décideurs.

Néanmoins, une autre géographie de la souffrance mérite plus d'attention de notre part. De fait, elle touche nos propres communautés. Elles ont peur et affichent de l'indifférence, voire parfois de la haine. Au niveau local, national et européen, nous voyons des communautés qui font preuve d'égoïsme, ferment leurs portes, excluent ceux qui sont différents et ne se préoccupent pas de ceux qui souffrent. Sous nos yeux, le projet européen requiert une profonde rénovation reposant sur des valeurs : la centralité de la personne, le sens de communautés inclusives, le bien commun et la solidarité, la compétence et la pratique du dialogue, le développement et la paix. À deux occasions, au cours de l'année 2017, le Pape François s'est de nouveau adressé aux Européens en nous mettant au défi de reconstruire l'Europe.

Caritas contribue déjà fortement à cette rénovation de l'Europe, à celle de nos communautés, ce qui est une bonne nouvelle. Caritas donne du corps — une action concrète — à nos valeurs fondamentales. Fort touché par les actions de Caritas partout en Europe, je pense que nous pratiquons déjà ce que le pape François nous demande : « Les chrétiens sont appelés à redonner une âme à l'Europe, à réveiller sa conscience [...] pour encourager les processus qui créent de nouveaux dynamismes dans la société. »¹ Le présent rapport 2017 sur les résultats et les activités de Caritas Europa fournissent un petit aperçu de cet effort partagé. Nos remerciements vont à tous ceux qui l'ont rendu possible !

Jorge Nuño Mayer



Secrétaire général de Caritas Europa

¹ Discours de Sa Sainteté le Pape François à la Commission des Évêques de la Communauté européenne, 28 octobre 2017.

Plaidoyer

« Invoquons des fruits de sagesse pour ceux qui dans le monde entier ont des responsabilités politiques, afin qu'ils respectent toujours la dignité humaine, se prodiguent avec dévouement au service du bien commun et assurent développement et sécurité à leurs propres citoyens. »²

Écouter et comprendre

Sur le plan politique, l'année 2017 fut marquée par un accent plus solide sur l'externalisation des politiques de migration et sur le retour vers les pays de transit et d'origine des migrants, qui poussent au recul des normes en matière de protection des migrants dans le besoin. Les organisations membres de Caritas Europa ont été outrées par le renforcement de la coopération européenne et italienne avec les autorités et gardes-côtes libyens en dépit des violations bien documentées des droits humains que les migrants y subissent. La déclaration UE-Turquie a conservé les positions retenues en priorité par les responsables politiques européens, contribuant à bloquer effectivement des migrants en Grèce dans des installations surpeuplées. De même, de nombreux responsables politiques et institutions de l'UE ont commencé à placer l'accent sur le retour. En 2017, un plan d'action renouvelé a également exhorté les États membres à recourir davantage, si nécessaire, à la détention en vue de faciliter le retour. Les institutions et les États membres de l'UE se sont engagés à négocier la réforme du régime d'asile européen commun (RAEC). Plusieurs États membres ont tenté de limiter l'accès à la protection et de postposer la réforme d'un nouveau système de Dublin. Ce dernier est d'ailleurs nécessaire pour établir un mécanisme permanent de partage de la solidarité en matière de réception des demandeurs d'asile, en l'occurrence en définissant des critères communs à tous les pays de l'UE.



Pourtant, des progrès ont permis de promouvoir des filières sûres et légales et la Commission européenne a ainsi pu pousser les États membres à réinstaller un plus grand nombre de personnes, avec un objectif de 50 000 d'ici 2019. En parallèle, pour renforcer les filières sûres et légales permettant d'obtenir une protection en Europe, plusieurs acteurs ont promu le concept de parrainage communautaire. De

plus, en novembre, sur le plan social, la proclamation du socle européen des droits sociaux à Göteborg, en Suède, a permis de faire un pas en avant. Au niveau international, l'accent a aussi été placé sur le Programme 2030 et sur l'importance de cibles et d'objectifs universels en réponse à la pauvreté, à l'inégalité et à tout autre problème majeur. Toutefois, au niveau de l'UE, le manque, voire l'absence, de propositions concrètes par rapport à la modalité de mise en œuvre et de suivi des objectifs de développement durable (ODD) par les États membres de l'UE traduit de manière inquiétante une indifférence croissante.

² Message Urbi et Orbi de Sa Sainteté le Pape François, Pâques 2018.

L'année 2017 a également été particulièrement compliquée pour l'UE. Elle a mené d'intenses discussions à propos des négociations sur le Brexit et de leurs éventuelles conséquences sur le futur cadre financier pluriannuel — les différents rythmes et engagements des États membres et la pression politique pour concevoir l'Europe de demain (et le budget y afférent). Ce cadre est nécessaire pour être en mesure de répondre aux priorités qui se manifestent en Europe, dont la migration, la sécurité et la défense. Les discussions ont également porté sur la solidarité et le partage des responsabilités entre les pays européens en matière de migration. La Commission européenne a engagé des procédures d'infraction en matière d'asile et de migration contre plusieurs États membres qui ne sont pas conformés à la législation européenne et aux droits humains.

Sur une note plus positive, le Pape François a joué un rôle de premier plan, en particulier sur le thème de la migration. Caritas Europe peut ainsi très facilement appliquer le message de la Doctrine sociale de l'Église dans son plaidoyer concernant les quatre verbes (accueillir, protéger, promouvoir et intégrer).

Accompagner

En 2017, le plaidoyer a essentiellement conduit à un effort plus soutenu de renforcement des capacités dans ce domaine et en matière de communication et à une consolidation du réseau Caritas en Europe afin de comprendre et d'atteindre nos objectifs en matière de plaidoyer selon la méthode du « voir, juger et agir ». Pour preuve, il y a lieu de citer le travail effectué par les observatoires de la pauvreté de Caritas, les rapports sur la pauvreté de la série « Caritas cares ! », le parcours d'apprentissage et la vidéo sur le plaidoyer, l'excellente réunion de brainstorming de mai avec les organisations membres de Caritas pour contribuer à la boîte à outils pour des sociétés accueillantes, la rencontre conjointe Caritas Europa/COMECE à la veille du sommet UE-Afrique, les réunions de plaidoyer en avril d'une délégation de membres de Caritas Europa avec le Président maltais et le ministre du Bien-être social, de même que la session de lancement de la publication de Caritas Europa sur l'intégration, organisée au Parlement européen en présence de membres qui ont présenté des expériences de terrain avec des personnes en situation de pauvreté.

La finalisation du document de position de Caritas Europa sur le retour, élaboré avec l'appui du groupe d'action sur la migration et l'asile, traduit une autre grande réussite, qui est associée au processus de suivi. Il a permis que les organisations membres « soient plus à l'écoute » les unes des autres et comprennent mieux les différentes réalités et perspectives. Il fut également important, car les membres se sont efforcés d'identifier des dénominateurs communs et de définir un consensus autour d'un thème compliqué pour Caritas. Enfin, la réussite tient aux réponses reçues à Bruxelles ainsi qu'à l'utilisation de ce document de position par Caritas Internationalis. Il sert ainsi de ressource pour l'ensemble de la confédération.

Autres réalisations

- En 2017, Caritas Europa (CE) a organisé sept réunions présentiels de groupes d'action et trois virtuelles, auxquelles s'ajoutent cinq réunions de taskforces. CE a diffusé près de trente mises à jour en matière de politique pour informer les organisations membres (OM) de ses développements en Europe, tout en les reliant au niveau national.

- Dans ses actions et manifestations, CE a impliqué des personnes vivant dans la pauvreté, des bénévoles et des jeunes. Tel est le cas par exemple en novembre, avec l'activité organisée à Göteborg en appui au socle européen des droits sociaux. CE a diffusé des annonces sur des écrans LCD à l'aéroport de Landvetter et sur cent autobus et tramways de la ville de Göteborg (pendant une semaine, en parallèle à la tenue du Sommet social). Elle a également été représentée à ce sommet. CE a rédigé plusieurs communiqués de presse et un document de position pour exhorter les leaders à intégrer la charte sociale européenne dans le socle européen des droits sociaux, promouvoir la dignité et la justice pour tous. Par ailleurs, elle a attiré l'attention sur son travail quant aux modèles sociaux européens.
- CE a élaboré le « SDG Basic Principles Reference Paper » (document de référence sur les principes fondamentaux en matière d'ODD), qui précise ses priorités par rapport à l'ODD 1 (éliminer la pauvreté) et à l'ODD 10 (réduire les inégalités).
- CE a finalisé seize rapports sur la pauvreté, qui mettent l'accent sur les jeunes, ainsi qu'un rapport européen.
- CE a mené des actions de lobby et de plaidoyer autour du rapport sur le « contrôle budgétaire du financement des ONG au titre du budget de l'Union » élaboré par la commission CONT du Parlement européen. CE a fourni un modèle de lettre et a invité les OM actives sur ce point à s'impliquer. En réaction, plusieurs OM de Caritas ont écrit aux députés européens de leur pays qui sont associés au Comité BUDG.
- En janvier, au Parlement européen, CE a organisé le lancement promotionnel de sa publication « Bienvenue. Une Europe plus forte grâce aux migrants », qui l'a bien positionnée sur le plan politique. Les députés européens Sylvie Goulard et Brando Benifei ont félicité et remercié CE pour son travail en matière d'intégration et de lutte contre la pauvreté. Des intervenants de Caritas Suède et Caritas Salford (Royaume-Uni) y ont pris la parole et des vidéos de l'Espagne et de l'Autriche sur les réfugiés et les migrants ont été diffusées.
- Les 17 et 18 mai, en Moldavie, CE a prononcé un discours sur l'intégration lors d'une conférence de l'OSCE/BIDDH. De même, elle s'est adressée à la conférence intitulée « Promouvoir une meilleure coopération régionale pour des migrations sensées et humaines en Méditerranée à l'intention des parlements de l'Union européenne et de la région méditerranéenne », qui était organisée à La Valette (Malte) conjointement par l'Union interparlementaire, le Parlement de ce pays et l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée.
- CE a présenté un exposé sur le regroupement familial lors de l'audition du CESE, de même que sur la migration irrégulière lors de la réunion du réseau européen sur la migration en avril (CE a d'ailleurs été citée dans le rapport annuel 2016 du REM).
- CE a accompagné le délégué du Saint-Siège à une table ronde organisée par la Mission du Canada auprès de l'UE autour du parrainage communautaire et de la réinstallation. CE a assuré la promotion du message du Pape François consistant à « accueillir, protéger, promouvoir et intégrer ». CE, la CICM et plusieurs Caritas nationales (Belgique, Italie, Allemagne et France) ont renforcé leur coopération en matière de plaidoyer concernant le parrainage communautaire.
- CE est intervenue lors de l'audition de la commission LIBE du Parlement européen sur le cadre européen de partenariat en matière de migration et elle a présenté un exposé sur les politiques européennes durant la réunion annuelle Migramed organisée par Caritas Italie.

- En avril, à Malte, CE a organisé des réunions de plaidoyer auprès du Président, du ministre des Affaires sociales, des porte-paroles de l'opposition pour la politique sociale, pour la famille et les droits des enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, et pour le logement et la lutte contre la pauvreté.
- CE a organisé une réunion de brainstorming avec les OM et a finalisé la boîte à outils en ligne dans le but de favoriser le dialogue et la rencontre entre les migrants et les communautés locales.
- CE a contribué au système de cartographie en téléchargeant les initiatives de Caritas en matière d'économie sociale dans quinze pays.
- CE a rédigé une réponse au Livre blanc de l'UE dans laquelle elle insiste sur une approche plus centrée sur la personne dans la construction européenne.
- CE a conclu son parcours d'apprentissage en matière de plaidoyer (finalisation du 3e module à Malte, en avril, et du 4e à Varsovie en novembre). Elle a d'ailleurs édité une vidéo pour l'illustrer, ce qui suit la méthodologie de CE basée sur « voir, juger et agir », et pour clarifier le rôle déterminant du plaidoyer pour obtenir des changements structurels et améliorer la vie des personnes dans la pauvreté.
- En janvier 2017, à Bratislava, CE a organisé le forum sur le plaidoyer institutionnel avec quinze OM pour partager la même compréhension de ce concept. Il a débouché sur un rapport et une feuille de route.
- La Conférence des OING du Conseil de l'Europe a entériné les propositions de recommandations de CE concernant les droits sociaux et le socle européen des droits sociaux.
- CE a continué de travailler en étroite collaboration avec ses partenaires stratégiques, notamment avec l'Alliance européenne pour investir dans l'enfance, la plateforme sociale, l'Alliance pour un semestre européen, CONCORD, Social Services Europe, SDG Watch Europe, le CERE, le CEPAM et CI. CE a contribué à la réponse apportée par l'Alliance sur le semestre à l'enquête sur la croissance annuelle.
- Dans son plaidoyer et sa communication, CE a contesté l'approche de forteresse européenne en soulignant l'énorme coût humain notamment en Libye et face à l'accord avec la Turquie.
- Grâce au plaidoyer de CE concernant le règlement de Dublin, qui fut mené au travers d'une collaboration avec la députée européenne Cecilia Wikström, plusieurs recommandations ont été reprises dans les négociations du Parlement européen.
- CE a pris part à une consultation organisée par le HCR autour de la situation en Libye, où nous avons souligné nos inquiétudes par rapport à la détention et à la réinstallation.
- CE a tenu deux rencontres avec la présidence maltaise de l'UE pour discuter de la réforme du RAEC et a pris part à deux consultations européennes sur la migration régulière et l'agenda européen en matière de migration. Les apports des OM ont alimenté ces deux processus de consultation.
- CE a participé au forum consultatif de l'EASO, où les débats se sont essentiellement centrés sur les points d'enregistrement en Grèce et en Italie et sur la nouvelle agence européenne pour l'asile.
- Le groupe pour les actions en matière d'ODD s'est penché sur le Programme 2030, contribuant de la sorte au programme de CAFOD relatif à l'implication dans le Programme 2030 sous le prisme de « Laudato Si' ».

- CE a élaboré une enquête concernant le financement du développement au niveau national et l'a partagée avec 21 OM. Les réponses de treize OM ont permis de procéder à une analyse concernant la diversité au sein des OM de CE.
- CE a contribué à l'élaboration d'un projet de document de position dans une perspective de développement dont le but est d'influencer les parties prenantes en préalable aux négociations concernant le cadre financier pluriannuel.
- Sept OM de CE, dont les cinq membres du groupe d'action, ont aidé à suivre et à influencer les plans d'action nationaux, et à soumettre des rapports au Forum politique de haut niveau (FPHN).
- CE a préparé des recommandations par rapport aux plans de mise en œuvre à l'échelle nationale et européenne du Programme 2030. Elle a également établi des liens spécifiques avec l'adoption d'un nouveau Consensus européen sur le développement. Une tribune libre est d'ailleurs parue sur le site Web du EUObserver.
- Lors de la phase préparatoire du Sommet UA-UE de novembre, à Abidjan, CE a collaboré avec Caritas Afrique autour des relations UE-Afrique. Avec la COMECE, en septembre, nous avons organisé la réunion intitulée « Préparer le Sommet UA-UE. Un dialogue entre des acteurs religieux et des décideurs politiques ». Trois intervenants du GA de CE sur les ODD ont soulevé les inquiétudes de notre organisation sur les points suivants : « les jeunes, les femmes et les familles », « la migration et la paix » et la « cohérence des politiques pour le développement : investissements privés, durabilité et bonne gouvernance ». CE a également organisé trois webinaires préparatoires pour appuyer les échanges d'informations avec Caritas Afrique.
- En novembre, avec près de cinquante OSC et des agences des Nations Unies, CE a signé une déclaration conjointe sur la rétention d'enfants, qui exhorte les États membres de l'UE à œuvrer pour mettre un terme à la rétention d'enfants migrants. En décembre, CE a signé avec la FEANTSA une lettre conjointe adressée au commissaire Avramopoulos pour contester la pression exercée sur les prestataires de services afin qu'ils se positionnent en faveur du retour en décembre.
- CE s'est employée à mener un plaidoyer par rapport au règlement de l'UE en matière de réinstallation, en collaboration avec d'autres ONG basées à Bruxelles. Elle a également tenu des réunions de plaidoyer avec le député européen Malin Bjork (Rapporteur du PE sur ce règlement). Il en résulte l'insertion de plusieurs recommandations de CE et plusieurs références à Caritas.
- CE a pris la parole lors de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, organisée conjointement par CORDAID et CONCORD en juin 2017, à Malte, sur le renouvellement de l'Accord de partenariat de Cotonou.
- L'unité responsable de la communication a fortement épaulé les efforts de plaidoyer de CE en produisant les résultats suivants : 15 communiqués de presse/publications mentionnés 94 fois par des médias dans 12 pays ; 1043 tweets, avec 956 nouveaux abonnés pour un total de 82 100 personnes atteintes chaque mois ; 666 messages et 15 100 abonnés sur Facebook ; 24 alertes par email, dont deux numéros spéciaux de « Foi et engagement » et un bulletin d'information spécifique aux ODD.

Répondre aux recommandations des acteurs de terrain

Lors de la Conférence régionale de Lourdes, des personnes en situation de pauvreté, des bénévoles des Caritas locales et des collaborateurs ont présenté une série de recommandations. Les actions précitées nous ont permis d'apporter des contributions aux recommandations des acteurs de terrain comme suit :

- En matière de lutte contre la pauvreté des familles et des enfants, Caritas et l'Église doivent faire preuve d'unité et de coopération.
- Mener des actions de plaidoyer afin que soient mises en place des politiques sociales fortes et pertinentes en faveur de l'unité des familles vulnérables et pour éviter la séparation.
- Améliorer la coopération entre Caritas et les autorités publiques locales afin de développer des approches communes et de mener des actions de plaidoyer à l'intention des institutions de l'UE pour faire entendre la voix des personnes en situation d'exclusion et d'extrême vulnérabilité.
- Valoriser et promouvoir l'expertise sur les questions économiques au sein du réseau de CE et recueillir des preuves de l'impact de l'économie sociale sur l'économie mondiale.
- Dans le travail de plaidoyer, renforcer les coalitions au sein de Caritas en vue d'un plaidoyer pour des itinéraires sûrs, un partage équitable et une action centrée sur les causes profondes des migrations.
- Développer des outils éducatifs et promotionnels (trousse d'outils) permettant la diffusion et la communication des objectifs stratégiques de Caritas Europa aux niveaux paroissial et diocésain.

Action Humanitaire

« En cette fête de Pâques, que la lumière du Christ Ressuscité éclaire les consciences de tous les responsables politiques et militaires, afin que soit mis un terme immédiatement à l'extermination en cours, que soit respecté le droit humanitaire et qu'il soit pourvu à faciliter l'accès aux aides dont ces frères et sœurs ont un urgent besoin, assurant en même temps des conditions convenables pour le retour de tous ceux qui ont été dispersés. »³

Écouter et comprendre

D'un point de vue humanitaire, l'année 2017 nous a rappelé l'atrocité du conflit syrien, qui en est à sa septième année de combats. Aux portes de l'Europe, les retombées du conflit syrien ont touché de nombreux pays directement en Europe. Toutes les Caritas nationales d'Europe se sont donc employées à apporter un soutien aux personnes les plus vulnérables et touchées de différentes manières.



Dans le même temps, l'UE a inclus l'Ukraine sur la liste des crises oubliées. En réalité, la couverture médiatique du conflit dans l'est de l'Ukraine a très largement diminué. Pourtant, il touche près de quatre millions de personnes et plus de deux millions vivent dans les zones échappant au contrôle gouvernemental (NGCA) sans aucune garantie en matière d'hébergement, de sécurité alimentaire et de protection. Comme l'atteste l'appel lancé par Caritas Ukraine à propos de la crise politique

prolongée, cette moindre visibilité dans les médias occasionne une certaine fatigue des donateurs. À Genève, conscient de tous ces éléments, le Conseil des droits de l'homme a décidé de placer systématiquement l'Ukraine à l'ordre du jour de toutes ses réunions.

L'année 2017 a également été marquée par la consolidation de l'appui aux migrants et aux réfugiés bloqués en Grèce, essentiellement comme résultat de l'accord UE-Turquie. D'un point de vue humanitaire, il a été primordial de comprendre les politiques migratoires et leur incidence sur la situation humanitaire en Grèce et sur la route des Balkans.

Du point de vue des politiques humanitaires, le premier anniversaire du Sommet humanitaire mondial et des engagements du « Grand compromis » (Grand Bargain) a ponctué l'année 2017. Au niveau européen, les progrès ont été assez difficiles à mesurer. À Caritas, nous avons mené une profonde analyse interne des priorités y afférentes et nous avons décidé de nous focaliser sur la localisation de l'aide, la révolution participative et l'outil d'aide en numéraire.

³ Message Urbi et Orbi de Sa Sainteté le Pape François, Pâques 2018.

Accompagner

Grâce au protocole entre Caritas Europa et Caritas Internationalis sur la coordination en cas de petites ou de grandes urgences, le mécanisme de réponse d'urgence a pu être entériné en 2017 après qu'il a reçu un appui unanime du groupe d'action humanitaire de CE. Il a été ratifié par le groupe de pilotage sur les questions humanitaires et la taskforce responsable du renforcement des capacités a ensuite mis au point son cursus de formation. En octobre, Caritas a testé la formation sur le mécanisme de réponse d'urgence de CE dans le sud-est et l'est de l'Europe. Onze organisations membres ont bénéficié des formations. Le matériel de référence est disponible en ligne et des orientations à l'intention des formateurs sont en cours de développement. Ce mécanisme devrait également parvenir aux Caritas diocésaines. Aussi, il sera traduit dans plusieurs langues et il sera accessible en ligne.

Le groupe d'action humanitaire a précisé sa méthode de travail pour être plus opérationnel et complet. Dès lors, les membres ont décidé de mettre en place trois taskforces internes centrées respectivement sur le renforcement des capacités, sur ECHO et sur le plaidoyer humanitaire. Elles ont très bien fonctionné. Leurs résultats et leurs plans ont été partagés et débattus lors de la réunion d'automne à Sarajevo.

Autres réalisations

- Après une étroite consultation des OM, le cursus de mise en œuvre du premier parcours d'apprentissage sur l'aide humanitaire a été mis au point. Il pourra d'ailleurs être lancé au printemps 2018.
- En coordination avec CI, l'exercice de suivi et d'évaluation (S&E) de la réponse aux crises des réfugiés dans les Balkans occidentaux s'est terminé, débouchant sur un appui plus décisif des Caritas nationales touchées. De même, il a contribué à renforcer le lien entre la dimension opérationnelle et de plaidoyer par rapport aux flux migratoires en Europe.
- Un lien a été établi entre le groupe centré sur le plaidoyer autour de la migration et de l'asile et il perdurera en 2018, y compris au niveau de la communication externe.
- Dès l'été, des mises à jour mensuelles sur les questions humanitaires ont été effectuées pour garantir que le réseau soit bien informé d'enjeux majeurs. Cet effort en termes de communication a permis de fournir des mises à jour plus ponctuelles quant à différents thèmes associés à l'action humanitaire. Il prétend également mettre en évidence des actions et des messages importants de certaines Caritas nationales.
- Un bulletin d'information spécial sur les questions humanitaires a été publié le 19 août à l'occasion de la Journée mondiale de l'aide humanitaire.
- Douze blogs ont été rédigés et publiés sur le site Web de CE. Plusieurs OM (par ex. de Roumanie, d'Arménie, de Belgique, du Kosovo et de Bosnie-Herzégovine) y ont activement pris part.
- En mars 2017, nous avons été conviés et avons participé à la conférence du partenariat oriental de l'UE sur la « gestion des frontières et de la migration en situation d'urgence », organisée conjointement à Budapest par la Moldavie et la Hongrie.

- Les contours de la stratégie de plaidoyer humanitaire, centrée essentiellement, mais pas exclusivement, sur les engagements du « Grand compromis » ont été délimités. Ce travail conjoint avec le principal réseau humanitaire en Europe a notamment débouché de manière concrète et encourageante sur l'organisation d'une activité sur les questions humanitaires dans le cadre des journées européennes du développement de juin. Cette rencontre a été organisée conjointement avec la DG ECHO et trois autres ONG. Le Dr Win Tun Kyi, directeur de Caritas Myanmar, fut invité à s'exprimer sur la localisation en cas d'urgence et a apporté un éclairage majeur et singulier à ce sujet. Le Dr Win Tun Kyi fut le seul orateur non européen présent dans ce débat.
- En général, le travail avec la taskforce de VOICE sur le « Grand compromis » a mené à la publication d'un document de position sur la localisation de l'aide, d'ailleurs pas vraiment planifié dans un premier temps. À la demande de plusieurs OM, CE en fut le chef de file.
- Sur le plan humanitaire, l'aide en numéraire représente un thème majeur et Caritas en a toujours été consciente. En 2017, la DG ECHO a publié de nouvelles lignes directrices sur l'aide en numéraire, qui soulèvent de nombreuses questions par rapport à la mise en œuvre d'un outil tout à la fois important et complexe. CE a suivi cette question de manière proactive et nous avons fermement défendu la mise en place d'un groupe de travail de Caritas sur l'aide en numéraire. Un document de position sera disponible dès le printemps 2018.
- Onze titulaires de CCP avec ECHO qui sont liés à Caritas ont décidé d'apporter une réponse conjointe aux deux consultations publiées par la Commission européenne, respectivement par rapport à l'évaluation de l'actuel CCP et à la réaction en Syrie. Elles furent toutes deux présentées en tant que Caritas et ont compté sur la contribution de toutes les OM concernées.
- Quant à la réponse à de petites urgences en Europe, les OM ont bénéficié d'un accompagnement et d'un soutien. Il s'agit notamment de :
 - a. Serbie : aide à 750 familles issues de populations locales pauvres et de réfugiés en Serbie pour l'adaptation aux conditions hivernales ;
 - b. Macédoine : appui à 260 familles de réfugiés et à 110 enfants roms ;
 - c. Albanie : aide aux victimes des inondations couvrant 5500 bénéficiaires directs ;
 - d. Portugal : appui aux victimes des incendies couvrant 600 bénéficiaires directs ; et
 - e. Sud de la Russie : appui pendant une année de réfugiés ukrainiens dans le sud de la Russie couvrant 454 bénéficiaires directs.
- CE a fortement appuyé les deux groupes sous-régionaux (GUCESE et GUCEEC) à l'occasion de leurs réunions respectives à Belgrade et à Gyumri (en Arménie).

Renforcer le Réseau

« Ne pensons pas aux pauvres uniquement comme destinataires d'une bonne action de volontariat à faire une fois la semaine, ou encore moins de gestes improvisés de bonne volonté pour apaiser notre conscience. Ces expériences, même valables et utiles pour sensibiliser aux besoins de nombreux frères et aux injustices qui en sont souvent la cause, devraient introduire à une rencontre authentique avec les pauvres et donner lieu à un partage qui devient style de vie ».⁴

Écouter et comprendre

Caritas a pour mission d'œuvrer aux côtés des personnes défavorisées. En ce sens, nous devons nous épauler les uns les autres. Caritas attache de l'importance à la participation, aux interventions aux côtés des personnes, et pas seulement pour elles, ainsi qu'à l'aide à celles qui recouvrent leur dignité et leur développement intégral.

De nombreuses organisations Caritas en Europe ont commencé à promouvoir l'engagement de jeunes au travers de l'instauration d'espaces de rencontre. Chacun a la possibilité et est encouragé à participer au sein de sa communauté. Afin de faire l'apprentissage de l'art de la solidarité, les communautés doivent, avec l'appui de Caritas, surmonter l'indifférence et l'égoïsme. « En servant les communautés dans l'humilité, le dévouement et le professionnalisme, nous promovons la mission de l'Église de former une seule famille qui prend soin de la création ». (Message du Pape François du 19 octobre 2015 à toutes les organisations Caritas)

Dans tous nos efforts pour servir les personnes, nous sommes également responsables vis-à-vis des pauvres eux-mêmes ainsi que de toutes les personnes qui, d'une manière ou d'une autre, nous apportent un soutien (notamment des bénévoles et des partenaires). Le système de cartographie de Caritas et l'application des normes de gestion de Caritas Internationalis (CI MS) contribuent à une plus grande responsabilisation au sein de Caritas Europa. Ces normes reposent sur les bonnes pratiques actuelles de Caritas et visent à consolider l'organisation. Les CI MS constituent un outil conjoint de référence pour élaborer un plan de développement de l'organisation. Elles facilitent également l'accompagnement et la coopération fraternelle entre les membres du réseau.

En l'absence de solidarité interne, certaines organisations membres se sentiraient seules et isolées face aux besoins qu'elles rencontrent. L'accompagnement, qui est primordial pour Caritas Europa, traduit une relation qui repose au départ sur le respect mutuel et la reconnaissance des valeurs de son partenaire. Il s'agit de cheminer main dans la main dans un apprentissage mutuel et un parcours de développement commun. C'est une question d'autonomisation, de renforcement des capacités et d'instauration d'une communauté. Ce processus doit produire des résultats, quoique sans imposition, ni mesure coercitive, et dans le respect permanent de la diversité. L'accompagnement complète, éclaire, enrichit et encourage la coopération fraternelle, les partenariats et l'appui technique sans les substituer.

⁴ Message de Sa Sainteté le Pape François pour la Journée mondiale des pauvres, 3.

Accompagner

Un système de solidarité

En 2017, en phase avec les recommandations de l'évaluation à mi-parcours du Fonds de développement de Caritas (FDC), la taskforce sur le FDC a élaboré un nouveau système de solidarité, à savoir le Système de solidarité pour le développement organisationnel (ODSS). Le fonds de solidarité, dans sa nouvelle formule, conservera son accent sur le développement organisationnel tout en s'attachant davantage au développement institutionnel des organisations membres. L'ODSS est un outil multilatéral de solidarité de et pour les membres de Caritas Europa. Plus solides et plus saines, les organisations Caritas seront aussi mieux placées pour servir les pauvres. Il s'aligne sur le plan d'évaluation et d'amélioration du CI MS. En revanche, les organisations membres pourront planifier et mettre en œuvre leurs programmes de développement organisationnel en toute autonomie et cibler les priorités et activités les plus adaptées à leur situation interne. Le réseau Caritas Europa apportera un soutien financier et technique aux membres qui en feront la demande. Cette démonstration permanente de solidarité contribuera au renforcement sur le long terme de l'ensemble du réseau Caritas.

Mapping

Le mapping est un outil qui permet aux organisations membres de Caritas Europa de partager leurs activités. Entre le début et la fin de l'année 2017, le nombre de points focaux responsables du mapping est passé de 24 à 42. Les organisations membres reconnaissent les énormes possibilités de ce système, d'ailleurs très convivial, de cartographie des données, de l'expertise, des projets et des activités de leurs organisations. Face aux obligations croissantes de rapportage et de transparence, cet outil de cartographie vient également à point nommé. Au premier semestre 2017, les membres ont été invités à inclure leurs activités sur l'économie sociale. Cet accent a basculé vers les activités de participation des jeunes au second semestre. Dans l'ensemble, 285 activités organisées dans 57 pays ont été encodées sur le système mapping. Ces actions atteignent plus de trois millions de personnes, ce qui représente uniquement une part minime des activités de Caritas. Des efforts sont déployés pour promouvoir davantage le mapping en établissant un lien avec les normes de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA). Les gouvernements d'un nombre croissant de membres de Caritas obligent ces derniers à inscrire leurs activités sur l'IITA par souci de transparence et pour qu'elles rendent des comptes.



Young Caritas

En vue de développer une vision partagée des Young Caritas et d'envisager de nouveaux modes de coopération future, le Secrétariat de Caritas Europa et son Bureau exécutif ont tenu plusieurs réunions avec Young Caritas in Europe, un réseau constitué de six groupes Young Caritas de six pays. La Conférence régionale de 2018 en Géorgie se centrera sur Young Caritas et, par la suite, une stratégie de participation des jeunes au sein de Caritas sera définie. Pour veiller à la communication à tous les niveaux de Caritas, un représentant de

Young Caritas in Europe fait partie du groupe d'action de Caritas Europa sur la communion et la participation et du forum des jeunes de Caritas Internationalis.

Autres activités

- Participation des acteurs de terrain. Les participants à la Conférence régionale de mai 2016 à Lourdes ont recommandé de faciliter la mise au point d'outils et de méthodologies en faveur de la participation de ces acteurs. Un nouveau groupe d'action (GA) centré sur la communion et la participation a vu le jour en 2016. L'année suivante, sur la base des meilleures pratiques des membres par rapport à diverses questions thématiques, ce GA s'est mis à travailler sur un manuel pour la participation des acteurs de terrain au sein de Caritas Europa. Il a recueilli de très nombreux exemples fantastiques qui illustrent comment des communautés actives sur le terrain (notamment des bénévoles, des jeunes, des paroisses et des groupes vulnérables) ont elles-mêmes pris des initiatives pour agir et apporter des solutions propices à la construction de communautés plus sociales, compatissantes et durables. Ces exemples partagent un point commun. De fait, les individus ne deviennent pas les sujets d'une action (par ex. recevoir de l'aide ou contribuer en tant que bénévoles). Au contraire, ils sont habilités à entreprendre de nouvelles initiatives dans lesquelles ils jouent un rôle clé (dont la préparation des repas pour la communauté et l'élaboration de nouvelles activités avec d'autres bénévoles).
- Le 6 janvier 2017, l'équipe de théologiens s'est réunie à Bruxelles. Leurs discussions ont porté sur le cadre stratégique 2020 de Caritas Europa. De plus, ils ont examiné la situation des valeurs de Caritas en Europe (Brexit, crise de solidarité, nationalisme) et les espaces qui requièrent plus de présence et d'implication de Caritas (besoin de rencontre, de dialogue et d'espoir). Le parcours d'apprentissage sur la Doctrine sociale de l'Église a fait l'objet d'une discussion, assortie de la présentation du manuel sur les observatoires de la pauvreté et d'un débat sur la plateforme sur la foi et l'engagement.
- Le dernier atelier sur ce parcours d'apprentissage fut organisé à Malte lors de l'académie de printemps (du 3 au 6 avril 2017). Treize participants y furent diplômés. Une courte vidéo retrace ce parcours d'apprentissage.
- La plateforme Foi et engagement (<http://www.caritas.eu/functions/strengthening-the-network/faith-and-action>) fut lancée le 27 mars 2017 à l'occasion du 50e anniversaire de Populorum Progressio sous le thème du développement humain intégral. Le 18 décembre 2017, lors de la Journée internationale des migrants, fut introduit un second thème : le Peuple de Dieu en mouvement.
- En 2017, le GA Communion et participation s'est réuni à deux reprises à Madrid (Espagne), le 31 mai et le 1er juin, ainsi qu'à Minsk (Biélorussie) les 18 et 19 octobre 2017. Au-delà de ces rencontres, les membres du GA ont aussi visité une série de projets témoignant d'une participation exemplaire des personnes elles-mêmes.
- En 2017, Caritas Ukraine et Caritas Biélorussie ont commencé à promouvoir Caritas au niveau des paroisses.
- En 2017, le parcours d'apprentissage pour le développement organisationnel (PADO, première édition) a fait l'objet d'une évaluation, qui, à son terme, a souligné le besoin d'un nouveau PADO doté d'un cursus adapté. La seconde édition du PADO a débuté avec un premier module lors de l'académie d'automne, organisée du 6 au 9 novembre 2017, à Varsovie.
- Du 13 au 15 février 2017, une formation destinée aux coordinateurs CI MS fut organisée avec CI à Bucarest.
- Le 12 mai, à Bruxelles, CE a également organisé un atelier d'évaluation adossé à la Conférence régionale.

- CE a continué de promouvoir et de suivre la mise en œuvre du CI MS. En fin d'année 2017, sur les 49 OM, il convient de citer que vingt-trois OM ont finalisé leur autoévaluation CI MS alors que douze sont sur le point de faire l'objet d'une évaluation externe et que le comité de contrôle de CI a déjà validé neuf évaluations CI MS d'OM.
- En 2017, le GA sur le développement organisationnel (DO) s'est réuni à trois reprises, à savoir du 20 au 23 février à Vienne, les 21 et 22 juin à Dubrovnik et les 28 et 29 novembre à Prague.
- Du 14 au 16 juin, un atelier sur la collecte de fonds a été organisé avec CI à Bratislava. Il a compté sur la participation de 31 personnes issues de 14 OM.
- Onze alertes sur le financement européen ont été transmises au réseau pour l'informer d'appels à projets des institutions européennes.
- Du 3 au 5 octobre 2017, un forum sur le développement organisationnel s'est tenu à Belgrade. Trente-deux membres du personnel issus de 23 OM y ont participé et ont débattu de la gestion des connaissances, de la cartographie, du PADO, des CI MS et du nouveau système de solidarité (ODSS).
- En 2017, les programmes de développement organisationnel de 14 OM ont bénéficié d'un soutien du système de solidarité (FDC) alors que 16 OM ont contribué au Fonds de solidarité et, ainsi, ont affiché leur solidarité à l'égard du réseau européen.
- Au cours de cette même année, un grand nombre d'OM ont bénéficié d'un appui en matière d'accompagnement au développement institutionnel.
- CE a participé au comité de développement institutionnel et de renforcement des capacités (DIRC) et du groupe de travail de CI sur les CI MS.
- En 2017, les échanges avec le réseau Young Caritas in Europe furent plus nourris. Cette collaboration a favorisé une participation plus conséquente des jeunes au sein de Caritas Europa.
- CARES II, qui correspond à une nouvelle proposition de cadre de partenariat (CCP) portant sur quatre années (2018-2021), a été élaborée, puis présentée à la Commission européenne (DG EMP).

Les Femmes à la Direction de Caritas

« La femme est “le grand don de Dieu” capable d’“apporter de l’harmonie dans la création”. »⁵

Forum des femmes de CI

Par Larissa Franz-Koivisto
Secrétaire générale de Caritas Finlande
Master en sc. soc., épouse et mère de trois enfants



Le Forum des femmes de Caritas Internationalis a vu le jour lors de l’Assemblée générale de CI en 2015. Chaque continent y compte une représentante. J’ai l’honneur de représenter l’Europe pour Caritas Europa. Depuis 2015, la communication au sein du Forum des femmes de CI s’est effectuée par Skype. Toutefois, en mars 2018, nous avons organisé une rencontre à Rome qui coïncidait avec la Journée internationale des femmes.

Nous y avons évoqué la position et les droits des femmes et des filles, ainsi que leur situation dans chaque continent que nous représentons. Nous avons identifié de nombreux points communs tout comme, avec regret, beaucoup de profondes différences. D’un point de vue européen, je trouve incroyable qu’on soit triste à la naissance d’une « fille », qu’on doive même défendre le droit des filles à l’éducation, que la violence faite aux femmes se produise chaque jour sans que des filles et des femmes s’insurgent, des situations qui peuvent émailler la vie des femmes. Il faut encore beaucoup œuvrer au changement de mentalité et les lois doivent également évoluer en faveur des droits des filles et des femmes.

Nous, membres du Forum des femmes, avons également échangé sur le besoin de ne pas refuser la féminité. Dans monde, la féminité et la masculinité doivent coexister. Ensemble, ces deux facettes inhérentes à l’être humain peuvent être source d’harmonie et d’équilibre. C’est à cela que nous devons aspirer. Au cours de notre réunion du Forum, nous avons écouté des spécialistes dans divers domaines et nous avons rencontré plusieurs femmes qui assument des responsabilités, dont Mary McAleese, ex-Présidente de l’Irlande. Ces femmes ont réussi à combiner la maternité, le mariage et une carrière tout en exerçant une influence dans la société.

⁵ Pape François ; MÉDITATION MATINALE EN LA CHAPELLE DE LA DOMUS SANCTAE MARTHAË, « La femme est l’harmonie du monde » ; jeudi 9 février 2017.

Dans un contexte européen, cela résonne en moi : comment combiner la vie de famille avec une carrière et comment encourager des femmes à assumer des fonctions à responsabilité dans divers domaines — dans l'Église, dans les ONG, en politique et ailleurs. De même, les femmes qui ont une famille assument si souvent des tâches liées aux soins et déclinent de la sorte des postes impliquant plus de responsabilités. Par ailleurs, les hommes assument — c'est leur choix — un nombre croissant de responsabilités pour s'occuper de leur famille. En fait, la supériorité des femmes par rapport aux soins qu'elles apportent et aux responsabilités qu'elles assument au sein de la famille place de nombreux hommes dans une situation inconfortable. Cependant, combiner le travail et la famille représente un défi que la loi peut appuyer en portant un nouveau regard sur les exigences de la vie professionnelle, sur nos propres attitudes et celles qui prévalent dans la société. Ensemble, nous — hommes et femmes — devons encourager les femmes à devenir des leaders et à accepter d'être amenées à endosser plus de responsabilités au sein de la société, y compris lorsqu'elles sont également des mères.

Lors de la Journée internationale des femmes du 8 mars, Caritas Europa a publié une déclaration sur [l'égalité des droits et des devoirs](#), dans laquelle elle demande aux institutions et aux gouvernements européens de briser les stéréotypes concernant les responsabilités des soins parentaux au sein de la famille en adoptant la législation sur l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle. Elle cherche à réduire le fossé entre les pères et les mères en matière d'emploi, de salaire et de responsabilités en matière de soins, pour qu'il soit plus facile de prendre la décision d'avoir des enfants et pour favoriser la participation des femmes sur le marché du travail.

Pour chaque participante au Forum des femmes, il ressort clairement que si nous n'avions pas accepté nos fonctions actuelles, ce serait un homme qui les aurait assumées. De ce fait, nous, les femmes, ouvrons des portes et nous veillons à ce qu'elles restent ouvertes à d'autres femmes compétentes. Sans même en être conscientes, nous sommes des modèles de référence pour les filles et les femmes européennes constituent des exemples pour de nombreuses jeunes filles des pays en développement. Nous avons gagné beaucoup de droits auxquels nous ne pensons même plus. Nous avons le droit d'étudier, de travailler et de voter, d'administrer notre propre argent et un compte bancaire, de choisir notre époux, de ne pas subir la violence et, en somme, de disposer des droits humains. C'est ce que nous gardons à l'esprit lorsque, dans nos propres organisations au sein de la famille Caritas, nous encourageons les femmes à aller de l'avant.

Lectures complémentaires : <https://www.caritas.org/2018/03/femmes-2018/?lang=fr>